



Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa , Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe
Rapport final, novembre 2018.

0. INTRODUCTION

Ce rapport porte sur les réalisations du projet intitulé «renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa, Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe ». Prévu pour une durée de deux mois (juillet-août) mais exécuté pendant quatre mois, ce projet visait à assurer les mécanismes communautaires de prévention et de réponses efficaces aux urgences de protection de l'enfant à travers notamment des activités de sensibilisation de la communauté, y compris les enfants sur la protection des enfants avant, pendant et après les conflits et crises humanitaires ; d'échange d'expériences et d'analyse des pratiques professionnelles des acteurs œuvrant pour les enfants en rupture familiale ; d'actualisation du plan de contingence protection de l'enfant pour la Province de Kinshasa ; de vérification, d'accueil, de prise en charge et de réunification des ESFGA, des ENA et des Enfants Séparés.

1. JUSTIFICATION ET OBJECTIFS DE L'INTERVENTION

La RD Congo traverse depuis bientôt deux décennies des crises politiques, sociales et économiques. Le pays est confronté à des conflits armés à l'est avec des ramifications dans les provinces de l'Ouest notamment dans le Kasai-central avec les milices de Kamwina-Nsapu et le mouvement politico-religieux de Bundu dia Mayala (BDM) à Kinshasa. Kinshasa, siège des institutions politiques est la ville la plus agitée avec souvent des manifestations politiques violentes, constituant ainsi un défi pour les acteurs de protection de l'enfant.

Ainsi, prenant en compte la situation politique toujours tendue et instable et que les enfants sont parmi les premières victimes d'exploitation, d'abus et de violence qui en découlent, il est impérieux de renforcer les mécanismes communautaires de protection de l'enfant.

Avec l'appui de l'Unicef en 2017, le REEJER a piloté un projet qui avait pour mission de préparer les acteurs de protection de l'enfant sur les urgences probables liés aux élections présidentielles et législatives prévues normalement en décembre 2017 en RD Congo. La présente action basée sur la prévention a été possible, non seulement à cause de l'expérience acquise, mais aussi et surtout à cause des approches utilisées.

2. MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES



**Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa ,
Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe**
Rapport final, novembre 2018.

Tableau synthèse des réalisations

N°	Résultats attendus	Résultats atteints	Difficultés rencontrées	Recommandations
1.	Les mécanismes communautaire de prévention et de réponses efficaces aux urgences de protection de l'enfant sont assurées dans les provinces de Kinshasa, Kongo central , Kwilu, Kwango, et Mai-ndombe	- 60 supports DVD et CD des spots contenant des messages audiovisuels sur la protection des enfants ont été dupliqués ; - 9 organes dont 5 chaines de télévision et 3 chaines de radio ont diffusé trois fois par jours les messages de protection des enfants pendant les manifestations politiques, soit environ 2430 diffusions réalisées d'août à octobre 2018. - Environ 30 000 personnes ont été sensibilisées sur la protection des enfants avant, pendant et après les conflits et crises humanitaires - Un plan de contingence protection de l'enfant pour la province de Kinshasa est actualisée, et à la limite, le premier draft du plan de contingence national est proposé - 5 enfants certifiés dont 4 parmi 881 pré recrutés à Kinshasa et 1 de 301 recrutés au Kongo central, ont été retournés dans leurs familles respectives à l'issue des vérifications assurées par les équipes du REEJER et de Simama Développement en collaboration avec les FARDC.	RAS L'improvisation de la mission de vérification.	-Au regard du calendrier électoral qui prévoit les élections au 23 décembre, la poursuite de la diffusion des messages de sensibilisation sur la protection s'impose jusqu'au moins fin janvier ; -que le plan de contingence actualisé soit vulgarisé en vue de son appropriation tant par les acteurs de terrain que les Partenaires Techniques et Financiers ; -Que les FARDC préviennent le REEJER au moins 48 heures avant sur les probables missions de vérification.



**Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa ,
Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe**
Rapport final, novembre 2018.

2	15 acteurs clés du gouvernement au niveau national et de 8 provinces impliqués dans les questions des enfants de la rue sont informés sur les principes de protection de l'enfant.	Un atelier national d'échange d'expériences et d'analyse des pratiques professionnelles des acteurs œuvrant pour les enfants en rupture familiale a été organisé par le REEJER, du 04 au 05 octobre 2018 à Kinshasa. Etaient présents à cet atelier 30 participants dont 26 de Kinshasa et 4 venus des provinces (Kananga, Lubumbashi, Boma, Kikwit). Ils étaient constitués des éducateurs et assistants sociaux, des membres des agences des Nations Unies, des ONG, des Partenaires Techniques et Financiers, des personnels scientifiques et chercheurs, des autorités politico-administratives et enfin du personnel judiciaire, militaire et policier.	RAS	Que les acteurs de cet atelier à savoir les structures de protection de l'enfant, le REEJER, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et l'Etat se retrouvent par composante pour réfléchir sur le processus ou plan de mise en œuvre des recommandations leurs formulées au cours de cet atelier.
---	---	--	-----	--



Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa , Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe
Rapport final, novembre 2018.

3. DESCRIPTION DU DEROULEMENT DE L'ACTIVITE

Out put 1. Les mécanismes communautaires de prévention et de réponses efficaces aux urgences de protection de l'enfant sont assurés dans les provinces de Kinshasa, Kongo central, Kwilu, Kwango, et Mai-Ndombe

ACT1. Sensibiliser la communauté, y compris les enfants sur la protection des enfants avant, pendant et après les conflits et crises humanitaires

1.1. Multiplier les DVD et CD des spots contenant des messages audiovisuels sur la protection des enfants

Sur base d'un contrat signé entre le REEJER et l'agence de production audiovisuelle et communication « King Pro », une duplication de 60 supports CD et DVD des messages de sensibilisation a été réalisée, sur la protection des enfants pendant les manifestations politiques. Les supports dupliqués ont été remis aux organes de diffusion de ces messages.

1.2. Diffuser des messages radiotélévisés sur la protection des enfants avant, pendant et après les élections

Conformément à ce contrat avec l'agence « King Pro », celle-ci assuré la réalisation, la production et la distribution médiatique des activités, messages, spots et campagne de sensibilisation sur la promotion et la protection des droits des enfants. Tel protection des enfants pendant les manifestations politiques. que convenu, la diffusion s'est réalisée du mois d'août à octobre 2018. 9 organes dont 5 chaines de télévision et 3 chaines de radio ont diffusé trois fois par jours les messages de protection des enfants pendant les manifestations politiques. Selon l'estimation faite par l'agence « King Pro », environ 30 000 personnes sont atteintes par ces diffusions.

Act.1.2. organiser un atelier d'actualisation du plan de contingence protection de l'enfant pour les provinces de Kinshasa, Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai ndombe

L'atelier d'actualisation du plan de contingence protection de l'enfant s'est déroulé à Kinshasa dans la salle "Espace Biso bana" du REEJER dans la commune de Kasa-vubu pendant 3 jours soit le Jeudi 11, vendredi 12 et Mardi 16 octobre 2018. Facilité par la DISPE, Le REEJER et un Expert de la MONUSCO protection de l'enfant, l'atelier avait pour objectif d'Actualiser le plan de contingence protection de l'enfant pour la province de Kinshasa et à la limite, de proposer le premier draft du plan de contingence national. Pour bien orienter la réflexion des participants, l'expert en protection de l'enfant de la MONUSCO a présenté sur le non utilisation des enfants pendant la période électorale. Contrairement à 50 participants attendu au premier jour afin de valider les données en provenance de leurs associations, 30 responsables et délégués des structures d'accueil et d'hébergement des enfants et autres structures membres de GTPE Kinshasa se sont présentés. La DISPE, DUAS, la Caritas Kinshasa, la Croix rouge ont également été bien représentées.

Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa , Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe
Rapport final, novembre 2018.

Au deuxième jour de l'atelier, les 30 participants ont validé les interventions envisagées au regard des niveaux des différents risques et ont actualisé le budget du plan de contingence. Au troisième jour, le plan de contingence et l'arbre de communication actualisés ont été présentés à l'ensemble de la coordination nationale GTPE invitée pour la circonstance.

Act. 1.3. Assurer la vérification, l'accueil, la prise en charge et la réunification des ESFGA, des ENA et des Enfants Séparés

1.3.1. A Kinshasa :

Le 14 mai, le 26 septembre et le 1^{er} novembre 2018, le REEJER a été invité par l'État-major du 14^{ème} Région militaire /DISCO au Camp Lieutenant-Colonel Kokolo pour vérifier parmi les nouveaux prés recrues des FARDC, les cas probables des enfants. Sur 998 pré recrues listés, l'équipe d'experts du REEJER a pu vérifier 881 dont 4 présumés enfants ont été certifiés comme tels et ont été retournés dans leurs familles respectives.



Le Coordinateur Général du REEJER échange avec les autorités militaires avant l'opération de screening

1.3.2. Au Congo Central:

L'agence de Protection de l'Enfant (APE) Simama Développement en collaboration avec la Direction d'information de sélection et orientation (DISO)-FARDC, s'est rendue dans les 5 sites de la province notamment : Matadi, Boma, Mbanza Ngungu ,Kisantu et Muanda. Deux équipes de deux experts-vérificateurs de cette ONG se sont réparties ces sites et ont assuré la vérification des enfants parmi les recrues. Concrètement, toutes les deux équipes étaient à Matadi le premier jour. La première équipe s'est déployée sur Matadi et Boma, la seconde pour Mbanza – Ngungu et Kisantu. Après cette mission, les deux équipes se sont retrouvées à Muanda pour les dernières vérifications. Au total, 301 recrues sont passés à la vérification et 1 seul présumé enfant a été certifié comme tel et retourné dans sa famille

Out put 2. 15 acteurs clés du gouvernement au niveau national et de 8 provinces impliqués dans les questions des enfants de la rue sont informés sur les principes de protection de l'enfant.

- **Atelier national d'échange d'expériences et d'analyse des pratiques professionnelles des acteurs œuvrant pour les enfants en rupture familiale**

Le Réseau des Educateurs des Enfants et Jeunes de la Rue (REEJER) a organisé un atelier national d'échange d'expériences et d'analyse des pratiques professionnelles des acteurs œuvrant pour les enfants séparés de leurs familles ou en situation de rue, du 04 au 05 octobre 2018 à Kinshasa. Etaient présents à cet atelier 30 participants dont 26 de Kinshasa et 4



Une vue partielle des participants de l'atelier

Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa , Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe

Rapport final, novembre 2018.

venus des provinces (Kananga, Lubumbashi, Boma, Kikwit). Ils étaient constitués des éducateurs et assistants sociaux, des membres des agences des Nations Unies, des ONG, des Partenaires Techniques et Financiers, des personnels scientifiques et chercheurs, des autorités politico-administratives et enfin du personnel judiciaire, militaire et policier. Ces échanges consistaient principalement en un partage des expériences et d'analyse des pratiques des acteurs œuvrant dans le domaine de protection des enfants en situation de rue. Durant deux jours, l'agenda de l'atelier était meublé par les échanges et le partage des expériences de quelques structures de prise en charge des enfants en situation de rue ainsi que par des travaux de réflexion et d'analyse des pratiques dans des petits groupes thématiques. Les structures membres du réseau, notamment ORPER, AED PEKABO, BBS, OSEPER, CCN, CATSR, VTA, DISPE, ... ont défilé pour échanger et partager leurs expériences de terrain en mettant plus d'accent sur les particularités de pratiques qui permettent de mieux organiser la prise en charge des enfants en situation de rue. Pour mieux approfondir les échanges, quatre petits groupes thématiques ont été mis en place pour échanger sur les problématiques ci-après, avec pour objectif d'identifier les nouvelles problématiques et d'y apporter quelques stratégies d'approche innovantes :

- Travail de Prévention de la problématique enfants en situation de rue
- Travail social de rue
- Prise en charge transitoire (FAT, Foyer autonome, Hébergement transitoire/urgence, Education alternative (alphabétisation, scolarisation, apprentissage/ou formation professionnelle, insertion et emploi)
- Insertion/réinsertion familiale et communautaire
- Formation et recherche sur la problématique des EDR



Lors des travaux en groupes

L'analyse des pratiques et de savoir est partie de l'approche « SWORT » pour analyser les forces, les faiblesses, les menaces ainsi que les opportunités que présentent les pratiques existantes en vue de leur amélioration et capitalisation.

Comme perspectives, les participants de l'atelier se sont engagés à :

- Renforcer la synergie d'actions visant la prise en charge totale de l'ensemble des questions du TSR ;
- Faire impliquer tous les acteurs sociaux à la recherche des voies et moyens susceptibles d'atténuer le phénomène et de mieux réorganiser sa prise en charge durable ;
- Faire un plaidoyer en direction de l'Etat afin d'assumer ses responsabilités en matière de protection de l'enfant à tous les niveaux ;
- Mettre en place une cartographie susceptible de renseigner sur les sites d'intervention de différentes structures de prise en charge ;
- Faire de la formation des travailleurs sociaux une exigence en vue d'une meilleure prise en charge des enfants en situation de rue ;



Renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa , Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe
Rapport final, novembre 2018.

- Faire de la communauté, de la famille et des leaders des enfants des auxiliaires du TSR
- S'ouvrir à la recherche-action en faisant impliquer les universités et les instituts supérieurs dans la recherche sur la problématique des EDR

En conclusion, il s'est révélé que la rue a évolué et que par conséquent le TSR devra à son tour évoluer. Il est temps pour que les acteurs sociaux apportent des réponses nouvelles en termes des pratiques innovantes en ce qui concerne le Travail de Protection de l'Enfant. Une chose c'est d'identifier le problème, une autre c'est d'apporter des réponses durables et efficaces. Les participants à cet atelier national ont formulés des recommandations aux structures de TPE, au REEJER, aux Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et à l'Etat afin que les contributions des uns et des autres aboutissent à la mise en place et au développement des nouvelles approches et pratiques dans le domaine du Travail Social de Rue.

4. LEÇONS APPRISSES

L'investissement pour le renforcement des compétences des partenaires des FARDC dont les agents recruteurs(militaires) sur le standard opérationnel de vérification de l'âge des enfants et la collaboration entre les autorités militaires et les OPE, notamment le REEJER et Simama Développement ont permis de poursuivre la matérialisation de l'opération ZERO ENFANT dans les FARDC.

5. CONCLUSION

A travers le projet de « renforcement des mécanismes communautaires de prévention et de réponse en protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa, Kongo central, Kwilu, Kwango et Mai Ndombe », le Réseau des Educateurs des Enfants et Jeunes de la Rue (REEJER) en collaboration avec l'UNICEF se lance dans le processus de redynamisation des mécanismes communautaires de prévention et de réponses efficaces aux urgences de protection de l'enfant dans la ville province de Kinshasa. Et au regard de la situation politique du pays, la poursuite des interventions de sensibilisation de la population sur la protection des enfants avant, pendant et après les élections s'impose. De la même manière le plan de contingence actualisé doit être vulgarisé en vue de son appropriation par tous les acteurs concernés. Par ailleurs, la poursuite des réflexions et échanges autour du travail de protection de l'enfant au niveau des différentes composantes permettraient d'effectivement développer des nouvelles approches et pratiques adaptées à l'évolution constatées dans les rues, en vue du bien-être des enfants en situation difficile. Le REEJER remercie son partenaire traditionnel nous citons « l'UNICEF » pour son appui technique et financier à la réalisation des activités de ce projet.

Fait à Kinshasa, 13 novembre 2018

Coordinateur Général du REEJER